Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AMBASSADES DE FRANCE
DANEMARK, FINLANDE, NORVÈGE et SUÈDE
SERVICE RÉGIONAL AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ

Chroniques Nordiques

Numéro 25 / Septembre 2017

Le service régional des affaires sociales et santé a le plaisir de vous adresser le 25e numéro de sa chronique nordique sur les champs suivants :

- **Affaires sociales**
- **Travail, Emploi, formation professionnelle et dialogue social**
- **Santé et protection sociale**
- **Droit des femmes, enfance et famille.**

Toutes vos suggestions pour l'améliorer seront les bienvenues.
Remerciements à notre stagiaire Lucie Jaeger, ainsi qu'à Eeva Hanhiniemi, Malene Valeur, Cécile Aubert, et Ylva Rehnberg qui nous font parvenir leurs revues de presse.

DANEMARK

Population totale	5,669,000
Revenu national brut par habitant ($ internationaux PPA)	44 000
Espérance de vie à la naissance h/f (années)	79/82
Quotient de mortalité 15-60 ans h/f (pour 1000)	100/60
Dépenses totales consacrées à la santé par habitant ($ int.)	4,782
Dépenses totales consacrées à la santé en % du PIB	10.8
Taux de fécondité	1.7*

Source : OMS, 2015
**Banque mondiale, 2015*

Affaires sociales

Education

Crise de l'enseignement du français et de l'allemand

L'enseignement de la langue française et allemande est en crise. Aujourd'hui, seules les universités de Copenhague et d'Aarhus offrent des cours et de moins en moins d'étudiants choisissent d'apprendre ces langues, au profit de l'anglais. Mais depuis le Brexit et l'élection de Donald Trump, le Danemark se tourne à nouveau vers l'Europe.

Pas d'inscription à l'école préscolaire pour les enfants non vaccinés

La présidente du Comité municipal pour l'Emploi et l'Intégration de Copenhague, Anna Mee Allerslev, souhaite permettre aux commissions parentales des établissements préscolaires de refuser l'inscription d'enfants qui n'ont pas été vaccinés ou qui, pour une raison quelconque, ne peuvent l'être. Elle espère ainsi inciter les parents à vacciner leurs enfants.

Une école musulmane perd ses subventions

L'Agence nationale pour l'éducation et la qualité a suspendu ses financements à l'école privée musulmane Nord-Vest Privatskole, en vertu de la Loi sur l'information publique. Selon l'Agence, l'école ne respecte pas les règles régissant les écoles sous contrat. Si elle parvient à s'autofinancer, elle sera placée sous surveillance.

Migration

La Ministre de l'intégration souhaite suspendre l'arrivée de réfugiés et durcir les règles d'obtention des passeports

Depuis 1989, le Danemark a accueilli 500 réfugiés par an dans le cadre d'une politique de quotas. En 2018, le pays devrait en accueillir 1500, puisque l'accueil avait été suspendu depuis 2016. Cependant, la ministre de l'Intégration, Inger Støjberg, affirme que le Danemark a besoin de respirer face à l'afflux de réfugiés et envisage de cesser l'accueil pour quelques temps encore, une décision qu'elle justifie également pour avoir le temps d'intégrer correctement les derniers arrivants. La ministre propose également de mettre en quarantaine pendant 5 ans les ressortissants étrangers qui abusent du système pour obtenir un passeport, les règles actuelles autorisant les autorités à délivrer un nouveau document d'identité en cas de perte. Un étranger ayant l'intention de frauder peut alors donner ou vendre son premier passeport à une personne qui lui ressemble avant de s'en faire délivrer un nouveau.

Moins de demandeurs d'asile, plus de fonds pour l''aide aux camps de réfugiés

En raison de la baisse du nombre de demandeurs d'asile au Danemark, le ministère de l'aide au développement recevra 200 millions de couronnes supplémentaires (env 21.5 millions d'euros), qui seront utilisés pour assurer de meilleures conditions dans les camps de réfugiés afin que les gens y restent plutôt que d'essayer d'entrer en Europe.

Durcissement des peines pour les travailleurs illégaux

Le gouvernement envisage d'introduire une législation visant à renforcer les peines pour les travailleurs illégaux au Danemark, cherchant à introduire des amendes pour les entreprises qui emploient des personnes sans permis de

séjour dans le pays. Dans le même temps, le Parti social-démocrate et socialiste populaire, soutenu par le Parti du peuple danois, proposera une loi visant à empêcher la pratique consistant à fournir des cartes fiscales à des travailleurs illégaux, leur donnant une légitimité qu'ils n'ont pas, indépendamment du fait qu'ils n'ont pas titre de séjour ou de permis de travail au Danemark. En vertu de la législation et de la pratique actuelle, l'administration fiscale ne peut refuser, en effet, d'émettre des cartes fiscales à ceux qui présentent une demande, quel que soit leur statut. Ces cartes sont délivrées à tous les résidents danois en fonction du montant annuel qu'ils perçoivent, ils reçoivent alors soit une carte d'exemption d'impôts s'ils gagnent trop peu, soit une carte d'impôts primaire ou secondaire.

Divers

Le parti conservateur plaide pour l'interdiction du port de la burqa

Lors de l'assemblée nationale du parti conservateur ce week-end, le président et ministre de la Justice, Søren Pape Poulsen, a déclaré qu'il souhaiterait que le gouvernement introduise une interdiction du port de la burqa. Le porte-parole à l'immigration du Parti conservateur Naser Khader croit qu'une telle interdiction aidera les femmes à s'émanciper en se référant à la loi. C'est la quatrième fois que le Parti du peuple danois s'exprime favorablement à l'interdiction, faisant pression sur le gouvernement à ce sujet.

Santé et Protection sociale

Crise à l'hôpital régional de Viborg

Plus de 3000 femmes, ayant été mal soignées par un médecin de l'hôpital de Viborg, ont dû être rappelées en urgence pour des examens. Le médecin avait déjà été la cible de plaintes similaires dans un autre hôpital, lequel n'avait pas jugé nécessaire d'avertir l'hôpital de Viborg. Cette affaire pourrait engendrer une méfiance envers le système hospitalier, déjà sous tension.

FINLANDE

Population totale	5,504,000
Revenu national brut par habitant ($ internationaux PPA)	38 000
Espérance de vie à la naissance h/f (années)	78/84
Quotient de mortalité 15-60 ans h/f (pour 1000)	114/51
Dépenses totales consacrées à la santé par habitant ($ int.)	3,701
Dépenses totales consacrées à la santé en % du PIB	9,7
Taux de fécondité	1.8

Source : OMS, 2015
**Banque mondiale, 2015*

Affaires sociales

Education

D'importants écarts de salaires chez les enseignants selon le niveau auquel ils enseignent

L'écart de salaires entre les professeurs de lycée et d'école primaire et les personnels de crèche et d'école maternelle est de 40 % en Finlande, alors que la moyenne est de 20 % dans les autres pays de l'OCDE. Les salaires finlandais des enseignants du primaire et secondaire sont plus élevés que la moyenne de l'OCDE et ceux des enseignants des crèches et écoles maternelles moins élevés. Les auxiliaires de puériculture par exemple gagnent 2218 euros en Finlande contre 2473 euros en moyenne dans les autres pays.

Proposition de loi de diversification des langues étrangères enseignées aux élèves
Une proposition de loi, portée par le gouvernement au Parlement, suggère de diversifier les études de langue à l'école primaire et au collège, permettant des essais régionaux qui autoriseraient les 2200 élèves concernés à choisir une autre langue étrangère que le suédois, langue nationale en Finlande.

Le rapport Regards sur l'éducation de l'OCDE situe la Finlande parmi les pays médiocres
Selon le rapport récent de l'OCDE, *Regards sur l'éducation*, la Finlande ne se situe plus en tête des comparaisons internationales. L'augmentation de la part de personnes de 24 à 35 ans disposant d'une formation universitaire a été plus rapide dans les autres pays (en dix ans, elle est passée de 32 à 43 % en moyenne dans l'OCDE, alors qu'en Finlande, elle est passée de 38 à 41 %).
Le rapport fait état de la faible inscription des enfants dans des structures d'accueil de la petite enfance en Finlande, comparée aux autres pays et surtout aux autres pays nordiques, où cette éducation est essentiellement vue comme une opportunité pour les parents de travailler. Ce n'est qu'à l'âge de six ans que la participation des jeunes finlandais à l'enseignement pré-primaire atteint le même niveau que dans les autres pays. Les études montrent une forte corrélation entre la participation aux structures d'éducation de la petite enfance et la poursuite d'études supérieures. La Finlande se situe toutefois troisième au niveau des investissements financiers dans l'éducation, à hauteur de 13.09 milliards d'euros en 2015, en baisse depuis les coupes budgétaires de 2011.

Migration

Débat sur la criminalisation de l'aide aux sans papiers
La proposition gouvernementale de criminaliser le fait de cacher une personne sans titre de séjour a suscité un vif débat. Comme le séjour illicite n'est pas un crime relevant du code pénal, il serait contradictoire de criminaliser l'aide à une personne dans cette situation. Le ministère de la Justice est de ce fait en train d'étudier l'opportunité de revoir le caractère répréhensible d'une violation de la législation concernant les étrangers.

Rejet de demandes d'asiles : expulsion ou clandestinité
Une trentaine de demandeurs d'asile, principalement des Irakiens, ont rejoint la frontière suédo-finlandaise. Leur demande d'asile ayant été rejetée, ils sont tenus de quitter volontairement le pays, la Finlande ne disposant pas d'accord avec l'Irak. La majorité de ces réfugiés, qui ne considèrent pas que leur pays soit suffisamment sûr pour permettre un retour, vivent alors dans la clandestinité. 1400 personnes, dont 800 Irakiens, sont dans ce cas et selon le ministère de l'Intérieur, leur nombre pourrait s'élever à 5000 ou 6000 d'ici la fin de l'année. Les Afghans constituent le deuxième groupe de demandeurs d'asile en Finlande, après les Irakiens. Dans le cas de l'Afghanistan, un accord sur les renvois a été signé en octobre 2016 : 5 des 13 vols d'expulsion ayant eu lieu cette année se sont fait vers l'Afghanistan. Sur les quelques 4000 décisions prises en 2016 concernant les demandes d'asile des Afghans, environ 58% ont été défavorables. Dans un centre d'accueil de demandeurs d'asile à Jyväskylä, des manifestants ont encerclé la police pendant plusieurs heures, alors que celle-ci venait chercher une famille afghane pour l'expulser. Cette année, la police a renvoyé 1500 personnes tandis que 1000 ont quitté la Finlande volontairement. Dans les 65 centres d'accueil finlandais, 11 000 personnes attendent la décision en appel concernant leur demande d'asile.

Fête en l'honneur des nouveaux citoyens à Helsinki
Helsinki a organisé pour la première fois une fête pour les personnes ayant obtenu la nationalité finlandaise, ce qui est le cas de 1500 habitants de la capitale en 2016. Aujourd'hui, 15 % de la population d'Helsinki a des origines étrangères. Au total, 10 000 personnes ont obtenu la nationalité finlandaise en 2016.

Beaucoup d'étrangers qui s'installent en Finlande considèrent l'accueil comme froid
Selon un sondage international effectué auprès des étrangers immigrés en Finlande, l'attitude peu chaleureuse des Finlandais, la difficulté à nouer des amitiés et la langue rendent l'adaptation difficile. Les étrangers résidant en Finlande apprécient toutefois les services de garde d'enfant, l'éducation, la sécurité et les soins de santé.5500 personnes hors-UE obtiennent un permis de séjour à titre de l'emploi tous les ans. La plupart de ces personnes ont moins de 35 ans et viennent en Finlande comme spécialistes ou chercheurs. Concernant les critères liés à la vie familiale, la Finlande se situe à la tête de la comparaison, et 16ème parmi 65 pays concernant la qualité de la vie. Elle se situe au 60ème rang en matière de facilité de l'installation, et au 53ème rang concernant l'économie.

Augmentation du quota de demandeurs d'asile

Le Premier ministre Juha Sipilä estime que le quota de réfugiés finlandais pourrait temporairement être augmenté, à 2000 réfugiés par an, par rapport aux 750 actuellement. Il estime qu'il s'agit d'une question qu'il serait bon de décider au niveau européen. Le ministre des Affaires européennes, de la Culture et du Sport, Sampo Terho, estime qu'une hausse modérée pourra être envisagée une fois que les coûts du système d'immigration seront mieux maîtrisés. Il souhaite une externalisation hors de l'UE du traitement des demandes d'asile, afin de libérer des ressources pour aider plus efficacement les victimes de crises. Il rappelle qu'actuellement, même les migrants dont la demande d'asile n'est pas justifiée attendent la réponse en Europe aux frais des contribuables, et que beaucoup d'entre eux y restent clandestinement si la réponse est défavorable.

Projet de loi pour accélérer les expulsions

Le ministère de l'Intérieur a déposé un projet de loi ayant pour objectif d'accélérer les expulsions de migrants déboutés du droit d'asile par l'Office national de l'immigration. Elles pourront être motivées par l'ordre public et la sécurité avant même que la Cour administrative ne se soit prononcée en appel. L'intéressé disposerait de 30 jours pour obtenir de la Cour une interruption de la procédure d'expulsion. A défaut, celle-ci serait mise en œuvre.
Différentes juridictions finlandaises se sont exprimées sur ce projet de loi, considérant le délai accordé à la Cour administrative bien trop bref et rappelant l'importance de garantir les droits juridiques de l'intéressé.

Divers

Démolitions de logements subventionnés inoccupés

Dans certaines régions reculées de Finlande, la suroffre de logements et notamment de logements subventionnés donne lieu à la démolition d'appartements inoccupés, qu'il serait trop coûteux d'entretenir. En 2016, il y avait 8000 logements subventionnés inhabités, ce chiffre ayant doublé en 10 ans. L'année dernière, 889 appartements ont eu l'autorisation d'être démolis, contre 141 en 2006.

Emploi, Travail et Formation Professionnelle

Travail

Décentralisation des négociations des accords collectifs : beaucoup d'attentes de la part des syndicats

En mars 2016, le patronat a pris la décision de décentraliser les négociations au niveau de la branche et de l'entreprise. Cet automne, la Finlande s'apprête à entrer dans un nouveau cycle de négociations, les conventions collectives expirant après l'été. Les négociations ont débuté dans l'industrie papetière, donnant le ton aux négociations suivantes. Traditionnellement, ce secteur est habitué des conflits et les employeurs ont tendance, sous la pression, à accorder des hausses de salaires et avantages sociaux importants.
La confédération SAK, la plus importante de Finlande avec 20 syndicats et près d'un million de membres, a publié des objectifs qualitatifs communs visant à faciliter les négociations :

- Améliorer la situation de travailleurs à temps partiel ou en contrats zéro heure, notamment fixer une limite quantitative à leur utilisation
- Réviser les règles concernant la formation sur le lieu de travail
- Améliorer l'équilibre entre vie familiale et professionnelle, notamment en se montrant plus souple dans l'organisation du temps de travail
- Accroître le champ de négociations au niveau de l'entreprise pour éviter de laisser l'employeur décider unilatéralement sur certains sujets

Les syndicats ont annoncé leur intention de demander des hausses de salaires relativement élevées en compensation de la mise en place du pacte de compétitivité (2016), d'autant que la croissance économique finlandaise est élevée depuis quelques mois. Par l'augmentation non compensée du temps de travail et par un transfert des cotisations patronales sur les salariés, ces derniers avaient subi une baisse de leur salaire de 2.5 à 5%. Il n'est donc pas exclu que la situation deviennent explosive, ce qui remettrait en cause la décision du patronat de refuser les négociations au niveau national et pourrait conduire à la chute du gouvernement Sipilä, déjà en difficulté.

Budget 2018 : le gouvernement accusé de creuser les écarts de revenus

Les dépenses en 2018, équivalentes au budget précédent, s'élèveront à 55,7 milliards d'euros. Le déficit budgétaire devrait être de 2,96 milliards d'euros.

Des allégements de la fiscalité sur le revenu pour toutes les tranches à hauteur de 270 millions d'euros ont été votés, sur proposition du parti du Rassemblement national. En compensation, la fiscalité indirecte va augmenter, notamment de 100 millions d'euros sur l'alcool.
Le parti du Centre a obtenu une augmentation des petites retraites de 15 euros par mois. De plus, des travaux d'équipement qui avaient été repoussés par le ministère des Finances seront finalement financés.
Le troisième parti de la coalition, l'avenir Bleu, a obtenu des garanties en matière de sécurité intérieure : criminalisation de l'aide aux migrants déboutés du droit d'asile, déchéance de nationalité pour les Finlandais rejoignant les rangs d'EI, augmentation des possibilités d'interner des migrants. Cependant, aucune de ces trois mesures ne sont encore jugées constitutionnelles.
Après avoir rendu public son budget, le gouvernement de centre-droit de M. Sipilä a été accusé de creuser les écarts de revenus, notamment parce que la réduction des allocations sociales s'accompagne d'allègements fiscaux qui bénéficient à toutes les tranches de revenus. Ces accusations ont été confortées par le ministère des Finances, à l'occasion du premier débat sur le budget au Parlement, dont les calculs ont établis que 37€ seront ôtés chaque année aux 10% les plus pauvres tandis que 400€ supplémentaires seront accordés aux 10% les plus riches.

Le gouvernement peine à atteindre son objectif de création d'emplois
Le gouvernement s'était fixé comme objectif la création de 110 000 emplois au cours de son mandat actuel. Or, seulement 30 000 emplois supplémentaires ont été créés en deux ans.
En effet, la masse salariale qui a augmenté de 4,2 % dans le secteur privé en mai - juillet 2017 a diminué de presque autant dans le secteur public.

Le ministère des Finances revoit ses prévisions à la hausse
Le ministère des Finances a augmenté de 0,5 point ses prévisions de croissance : pour 2017, la croissance devrait être de 2,9% et pour 2018 de 2,1%.

Les crédits alloués à la gestion du chômage inutilisés
Selon le ministre de l'Emploi, Jari Lindström (Vrais Finlandais), environ 25% des crédits alloués à la gestion du chômage risquent de rester inutilisés, notamment parce que le chômage a baissé mais également parce que l'information est insuffisante sur les services disponibles. En janvier, le ministère a distribué 612,6 millions d'euros aux centres régionaux pour le développement économique, les transports et l'environnement (ELY) afin de financer des projets de formation, d'intégration, et d'autres mesures favorisant l'emploi. A la fin août, 75 % de ces crédits avait été utilisés ou réservés pour être utilisés ultérieurement, 150 millions d'euros n'avaient pas été alloués à une cible spécifique.

Santé et Protection sociale

Inégalités de santé
Selon un rapport de l'OCDE, les écarts en matière de santé entre différents groupes de la population sont importants en Finlande. Bien que les écarts de revenus soient faibles, les différences concernant l'état de santé proportionnées aux revenus sont exceptionnellement importantes. L'espérance de vie pour un homme de 25 ans est réduite de 10,6 ans s'il est pauvre. Pour les femmes, cet écart est de 5,6 ans. La santé des Finlandais s'est beaucoup améliorée durant les dernières décennies mais la crise financière de 2008 a dégradé la perception des Finlandais sur leur état de santé. Dans un rapport de l'institut de santé publique THL publié début septembre, les chercheurs utilisent la notion de « santé ressentie ». Il s'est avéré qu'il y a un lien clair entre la façon dont les gens perçoivent leur état de santé et les maladies qu'ils contractent.
Le rapport évoque également les cas de « mortalité évitable » des moins de 75 ans, qui concerne les décès qui auraient pu être évités avec des soins existants. On compte entre 10 et 15 % de mortalité évitable parmi les décès de personnes de moins de 75 ans. En 1992, il y en avait 3800, contre 2700 en 2008. L'asthme, le diabète ou l'épilepsie ne devraient plus, compte tenu des traitements existants, engendrer de décès chez les moins de 75 ans, mais cela arrive pourtant. Si ces décès ont diminué en 20 ans, l'écart concernant les différents groupes de revenus a augmenté.

Le système des soins actuel crée des inégalités. Ceux qui travaillent bénéficient de la médecine du travail. Ceux qui en ont les moyens, optent pour les services privés. Le reste dépend des soins publics. La qualité n'est pas inférieure, mais l'accès y est plus difficile.
L'alcool et le tabac ont aussi un fort impact sur la santé. Les politiques publiques ont fortement restreint l'accès au tabac mais pas à l'alcool, qui joue un rôle important dans les décès prématurés. Et ce n'est pas le projet de réforme en cours qui va améliorer la situation (voir ci-après). L'écart concernant la consommation d'alcool dans les différents groupes de revenu n'est pas important, mais la façon de boire varie beaucoup. Même en cas d'ivresse, les gens aisés sont moins exposés aux accidents et à la violence que les moins aisés.
L'éditorialiste conclut que le soutien aux familles est important, notamment lorsqu'il s'agit de familles vulnérables. En prenant des mesures contre la pauvreté, y compris sous ses nouvelles formes, il est possible de diminuer les écarts concernant la santé.

La libéralisation de la vente des boissons alcoolisées fait débat
Même si les députés sont majoritairement d'accord pour supprimer un certain nombre de restrictions concernant la vente d'alcool, les députés centristes et les Démocrates-chrétiens s'opposent à une législation plus libérale. La majorité de la commission des Affaires sociales et de la Santé, à laquelle sera soumis le projet de réforme, s'oppose à l'augmentation du pourcentage d'alcool des boissons vendues dans les magasins d'alimentation.
Les opposants évoquent les recherches qui font état de risques engendrés pour la santé de la population si l'accès à des boissons plus fortes était libéralisé. Les décès liés à l'alcool augmenteraient de 150 cas par an.

Soins à domicile des personnes âgées
Un projet de réforme dans le domaine des soins aux personnes âgées a été déposé dont l'objectif est de mettre en place une offre de soins égalisée et coordonnée sur le territoire tout en maitrisant les coûts associés. Selon l'Institut national de santé publique, 73 000 personnes âgées recevaient des soins à domicile en Finlande en 2016. Dans le cadre du projet, une étude sur les bénéfices des technologies dans les soins aux personnes âgées sera engagée.

Droits des femmes / Enfance / Famille

Beaucoup de couples homosexuels pacsés se sont mariés
Selon Turun Sanomat, la plupart de couples finlandais pacsés se sont mariés depuis mars dernier, après l'entrée en vigueur de la loi sur le mariage pour les homosexuels. Selon le service central de l'état civil, près de 1 600 couples homosexuels se sont mariés, dont plus de 1 100 couples qui étaient pacsés avant le changement de la loi.

Promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes en rallongeant le congé paternité
L'Institut national de santé publique, THL, a publié une étude sur le lien entre les congés parentaux et l'emploi des femmes qui ont des enfants. La loi actuelle permet de bénéficier d'un congé parental jusqu'aux trois ans de l'enfant. THL rappelle que 54 % des mères qui gardent un enfant de deux ans à domicile n'ont pas d'emploi, alors que 36% d'entre elles disposent d'une formation avec laquelle elles pourraient facilement trouver un emploi et seules 28% d'entre elles sont sans formation. Ces dernières entameraient des études ou seraient au chômage si l'allocation parentale était supprimée. Selon le rapport, les mères qui sont au foyer au-delà des 3 ans de l'enfant le font, dans la plupart des cas, par choix plus que par besoin financier. THL estime que rallonger les congés paternité serait un moyen efficace d'augmenter le taux d'emploi des mères, donc d'améliorer l'égalité entre les hommes et les femmes.

Etude sur l'excision en Finlande
Une étude effectuée par Fenix, organisation non gouvernementale, sur l'excision en Finlande a été remise à l'ombudsman de l'enfance Tuomas Kurttila. Selon l'étude, des petites filles ont été amenées de la Finlande à l'étranger pour subir une excision. Les familles n'ont pas révélé la raison des voyages à l'étranger. Deux petites filles n'ont même pas été anesthésiées. Il n'y a pas de loi interdisant spécifiquement l'excision en Finlande. Celle-ci est condamnée comme coups et blessures. La sanction maximale est dix ans de prison ferme.

NORVÈGE

Population totale	**5,211,000**
Revenu national brut par habitant ($ internationaux PPA)	66 000
Espérance de vie à la naissance h/f (années)	80/84
Quotient de mortalité 15-60 ans h/f (pour 1000)	73/47
Dépenses totales consacrées à la santé par habitant ($ int.)	6,347
Dépenses totales consacrées à la santé en % du PIB	9.7
Taux de fécondité	1.8

Source : OMS, 2015
**Banque mondiale, 2015*

Affaires sociales

Migration

Le solde migratoire en baisse

Selon les chiffres du Bureau des statistiques (SSB), au premier semestre 2017, 11.700 personnes sont arrivées sur le territoire norvégien, contre 23.000 à la même période en 2011. Cette baisse significative du solde migratoire s'expliquerait par la combinaison de plusieurs facteurs. Le ralentissement de l'activité économique aurait contribué au déclin de l'attractivité de la Norvège pour les travailleurs d'Europe de l'Est. Par ailleurs, après une forte augmentation ces dernières années, l'immigration issue de pays en guerre a elle aussi baissé. À titre d'exemple, au deuxième semestre 2017, le nombre de personnes venues de Syrie et d'Erythrée avait presque été divisé par deux par rapport à l'année précédente. À cela s'ajouterait le départ des Suédois, qui sont désormais plus nombreux à quitter la Norvège qu'à venir s'y installer. En 2016, pour la première fois ces dernières années, le regroupement familial dépassait le travail comme première cause d'immigration.

Divers

Attitude envers les religions

Il ressort d'une étude de l'*Institut d'études sur l'église, la religion et la spiritualité* (KIFO), qui met en parallèle le niveau de religiosité et de sensibilité aux droits de l'Homme parmi les jeunes habitants d'Oslo, qu'une majorité (52%) des jeunes entre 16 et 19 ans se considèrent « sans appartenance ou sans orientation religieuse ». Parmi les personnes interrogées, 43% estiment qu'il serait acceptable que l'Etat régule le port de signes religieux ostentatoires dans l'espace public, tandis que 23% s'y opposent. L'auteur de cette étude, Pål Ketil Botvar, explique que les informations recueillies peuvent donner une idée des tendances qui existent dans le reste de la société norvégienne : « de précédentes études ont montré que les jeunes d'Oslo sont plus tolérants en matière de religion que le reste de la population. » explique-t-il. « Si on trouve une certaine opposition dans ce groupe, on peut s'attendre à ce qu'elle soit plus forte ailleurs ». Par ailleurs, il ressort de cette enquête que les jeunes qui déclarent avoir une appartenance religieuse ont une opinion plus positive de la liberté religieuse que ceux qui déclarent ne pas en avoir. Bente Sandvig, responsable de l'Association humaniste et éthique norvégienne (Human-etisk forbund), confirme de son côté, avoir constaté que les jeunes étaient plus critiques envers la religion. Elle ajoute qu'il est important « d'avoir un dialogue sur la religion en incluant aussi ceux qui n'ont pas d'appartenance religieuse ».

Utilisation du norvégien dans le monde du travail

Dans une tribune publiée dans le journal *Dagsavisen*, le président de l'Association pour le riksmål, langue officielle du royaume de Norvège (Riksmålforbundet), Trond Vernegg, exprime ses inquiétudes quant au manque d'utilisation du norvégien dans le monde du travail. Il explique qu'en plus de certaines branches, comme le secteur du bâtiment, où le manque de maîtrise du norvégien peut entrainer des accidents, de nombreux documents de référence utilisés

en économie ne sont disponibles qu'en anglais. M. Vernegg prévient que cette tendance s'étend rapidement en l'absence de volonté politique de mettre en avant le norvégien dans le monde du travail. Il propose que soient immédiatement adoptées plusieurs mesures pour remédier à cette situation, comme l'instauration d'un niveau de maîtrise minimale du norvégien dans certaines branches professionnelles et un engagement massif des autorités et acteurs du monde du travail à renforcer la place du norvégien au travail.
Le président de l'association ajoute, par ailleurs, que tout ceci nécessite des ressources, que le Conseil de la langue (Språkrådet), qui se charge de superviser l'utilisation de la langue académique, à lui seul, n'est pas suffisant, et qu'il revient à tous, autorités comme entreprises, de veiller à la défense du norvégien dans le monde du travail.

Emploi, Travail et Formation Professionnelle

Baisse du nombre de licenciements et du chômage
Selon les chiffres de l'Agence pour l'emploi et la sécurité sociale (NAV), le nombre de licenciements cette année est inférieur de moitié à celui de 2016 à la même époque. D'après la directrice de NAV, Sigrun Vågeng, ceci est le signe d'un optimisme croissant chez les entreprises. De plus, après avoir enregistré une baisse pour le neuvième mois consécutif, les chiffres du chômage en août sont revenus au niveau de ceux de mai 2015. Selon les données de NAV, fin août, 91.800 personnes s'étaient enregistrées comme demandeurs d'emploi, soit 9500 de moins que l'année dernière à la même période. Les baisses les plus significatives ont été enregistrées dans les comtés de l'Oppland et dans le Rogaland, avec 18% de moins de demandeurs d'emplois en août par rapport à la même période en 2016. Alors que le nombre de demandeurs d'emploi au premier semestre 2016 était estimé varier entre 4,7 et 5% des actifs, il oscillait entre 4,3 et 4,5% cette année.

Inactivité
Selon les chiffres de NAV et du ministère des finances, la part d'inactifs dans la population norvégienne est restée aux alentours de 18-20% au cours des dix dernières années. Les pronostics du gouvernement prévoient que les dépenses de l'État augmentent plus vite que ses recettes, dans les années à venir, que les apports du Fonds pétrolier vont être réduits, de même que la part d'actifs dans la population, tandis que le nombre de personnes âgées est amené à augmenter.

Accord avec la Bulgarie sur la criminalité sur le marché du travail
La Norvège et la Bulgarie ont signé un accord visant à lutter contre la criminalité sur le marché du travail. Il prévoit un échange d'informations et de bonnes pratiques, ainsi que des visites mutuelles d'inspecteurs. La Norvège a déjà signé des accords similaires avec la Pologne, la Lituanie et la Roumanie.

Santé et Protection sociale

Overdoses mortelles : triste record pour la Norvège
Avec 250 décès par an, la Norvège est le pays européen qui recense le nombre le plus élevé d'overdoses mortelles par habitant. En 2015 et 2016, plus de 68 000 injections ont été enregistrées dans les salles de shoot norvégiennes, dont 627 overdoses non mortelles. Les 18-29 ans sont les plus touchés par les overdoses (2% des injections, contre une moyenne de 1%).

Nouvelle mesure pour la lutte contre le tabagisme
A partir du 1er novembre prochain, tous les points de vente de tabac devront s'enregistrer sur une plateforme nationale. Ce dispositif a pour objectif de faciliter le contrôle du respect de la règlementation en vigueur sur la vente de tabac, notamment aux mineurs.

Obésité
Une enquête réalisée par l'Institut de santé norvégien dans le Nord-Trøndelag et à Tromsø montre que près d'un adulte sur quatre serait obèse. Dans ces comtés, 25% des hommes, et 22% des femmes souffriraient d'obésité. Seuls 25% des hommes et 40% des femmes auraient un poids normal.

Manque de personnel hospitalier

L'Association des infirmiers dénonce un manque grandissant de personnel hospitalier. Selon un rapport de l'institut de recherche NOVA, intitulé « *Conséquences du manque d'infirmiers dans les communes* », près de la moitié des infirmiers en maison de retraite et aides à domiciles interrogés ont déclaré vouloir quitter cette branche professionnelle dû une charge de travail trop importante. D'après l'Agence pour l'emploi et la sécurité sociale (NAV), chaque année, près de 4000 postes d'infirmier ne sont pas pourvus, faute de candidats. Heidi Gautun, chercheuse co-auteure de ce rapport, explique que, sur dix personnes qui ont une formation d'infirmier, seuls deux souhaitent travailler en maison de retraite ou dans le secteur de l'aide à domicile. Signe d'un malaise dans la profession, un nombre croissant de jeunes diplômés quittent le métier en début de carrière ; ils seraient près de 20% selon les chiffres de SSB.
Solveig K. Bratseth, vice-présidente de l'Association norvégienne des médecins explique que les gestionnaires des établissements essayent de combler le manque de personnel en augmentant la charge de travail. Mme Gautun constate quant à elle que l'augmentation des moyens ne suffira pas pour faire face à la situation. « Il s'agit aussi d'un problème de gestion […]. Lorsque les infirmiers disent qu'ils ont trop de travail, leur ajouter des tâches supplémentaires et réduire le temps par patient n'est pas la meilleure solution», précise-t-elle. Pour traiter ce manque criant de personnel, Mme Bratseth propose de rendre le métier plus attractif, notamment, en créant plusieurs postes à temps plein, en organisant de meilleurs systèmes de garde, et en revalorisant les salaires.
Le besoin en main d'œuvre dans ce secteur est d'autant plus urgent qu'il est prévu que la part de personnes âgées augmentera fortement dans les années à venir. Selon les pronostics du Bureau des statistiques (SSB), entre 2020 et 2030, le besoin en services de santé devrait augmenter de 70% pour les aides à domicile, de 200% pour les établissements d'accueil de personnes âgées et le nombre de personnes de plus de 80 ans de 50%.

Droits des femmes/ Enfance/ Famille

Protection de l'enfance : la Cour européenne de justice ne condamne pas la Norvège
La Cour européenne de justice n'a pas condamné la Norvège, accusée par une mère de famille d'avoir enfreint l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'Homme sur le droit au respect de la vie privée et familiale. La plaignante déboutée estimait que ce principe n'avait pas été respecté lorsque l'un de ses enfants avait été placé chez d'autres membres de la famille, alors que son autre enfant avait été confié à une famille d'accueil extérieure à la famille.

Baby-boom dans les crèches
La part d'enfants en bas âge dans les crèches a fortement augmenté au cours des dernières années. En 2000, 27% d'entre eux avaient moins d'un an, contre 72% en 2016, ce qui correspond à une augmentation de près de 40% en 16 ans. Les enfants de deux ans obtenant une place en crèche, de leur côté, ne représentaient que 9% des effectifs en 1980, contre 92% en 2016. Le député conservateur Kent Gudmundsen, explique qu'en permettant un accueil plus flexible des enfants, il est plus facile d'adapter leur fréquentation à leur niveau de développement. Il ajoute qu'un accueil souple, tout au long de l'année, permet aussi aux enfants nés en automne d'obtenir une place dès leur première bougie soufflée. Plus tôt cette année, le gouvernement a lancé une consultation visant à étudier les modalités pour renforcer les compétences du personnel des jardins d'enfants. Le gouvernement propose, par exemple, que la part des employés ayant une formation de pédagogue dans les crèches passe de 33% à 43%, et a pour ambition, à terme, d'atteindre le seuil de 50%.

Inquiétudes du SIFO concernant les jeux connectés
Une enquête de l'Institut de recherche sur la consommation (SIFO) dénonce le manque de connaissance des parents concernant le traitement des données personnelles enregistrées par les jeux connectés de leurs enfants. Dans l'ensemble, les parents sont peu inquiétés par le fait que les jeux de leurs enfants peuvent collecter, enregistrer, analyser, communiquer les informations rassemblées sur leur progéniture.

Pétition contre l'autorisation de mariage de mineurs
Une pétition visant à interdire le mariage des mineurs, adressée au préfet d'Oslo et du comté d'Akershus, a recueilli plus de 9000 signatures. À ce jour, en Norvège, les mineurs de 16 à 18 ans peuvent contracter un mariage sous certaines conditions. La vice-présidente du Parti travailliste, Hadia Tajik, s'est déclarée en faveur d'une telle interdiction. Dans les faits, les demandes de mariages de mineurs sont très rares en Norvège. Kjell Erik Øie, Secrétaire général de Plan International Norge (ONG d'aide à l'enfance), explique qu'une telle interdiction reste toutefois importante car le mariage de mineurs engendre des millions de violations des droits des enfants à travers

le monde. « Les mariages de mineurs doivent être interdits dans le monde entier, et la Norvège ne peut pas exiger d'autres pays qu'ils les interdisent tant qu'ils sont toujours légaux ici », déclare-t-il.

SUÈDE

Population totale	9,779,000
Revenu national brut par habitant ($ internationaux PPA)	44 000
Espérance de vie à la naissance h/f (années)	81/84
Quotient de mortalité 15-60 ans h/f (pour 1000)	69/43
Dépenses totales consacrées à la santé par habitant ($ int.)	5.219
Dépenses totales consacrées à la santé en % du PIB	11.9
Taux de fécondité	1.9

Source : OMS, 2015
**Banque mondiale, 2015*

Affaires sociales

Education

Centre d'apprentissage

Dans le projet de budget de 2018, le gouvernement propose d'engager 50 millions de couronnes suédoises (5,25 millions €) la première année puis 70 millions de couronnes suédoises (7,35 millions €) les années suivantes sous la forme d'une contribution de l'État aux municipalités pour permettre la mise en place de centres d'apprentissage. Ces derniers doivent être accessibles aux étudiants à différents niveaux d'éducation et appartenant à diverses structures de formations. Le centre d'apprentissage sera un lieu ouvert où les étudiants pourront se rencontrer, avoir accès à différentes formes de suivi dans leurs études et pourront bénéficier d'un apprentissage à distance.

1 milliard de couronnes pour réduire le fossé entre les écoles suédoises

Dans son budget 2018 publié à l'automne, le gouvernement alloue 1 milliard de couronnes (105 millions) à l'égalisation des différences scolaires. Si la coalition socio-démocrates-verts gagne les élections, le gouvernement veut augmenter la contribution à 3,5 milliards de couronnes suédoises (367 millions d'euros) en 2019 et à 6 milliards de couronnes (630 millions d'euros) à partir de 2020. « Votre avenir doit être déterminé par votre mérite, pas par votre naissance », a déclaré Gustav Fridolin (député), ministre de l'éducation, lors d'une conférence de presse.

Migration

Le leader des Démocrates de Suède appelle les jeunes suédois à s'armer contre les musulmans

"La Suède est en état de guerre et les jeunes suédois devraient obtenir des licences d'armes et rejoindre des équipes de chasse", a déclaré Sandores Högye, leader des Démocrate suédois. Ce n'est pas la première fois que Högye suscite la controverse. Avant les élections de 2014, il avait appelé les réfugiés les « chasseurs de tête » et les « cannibales », propos pour lesquels le comité du parti l'avait alors réprimandé.

Stratégie du gouvernement suédois en cas de refus européen d'étendre les contrôles aux frontières

La Commission européenne a proposé de modifier les règles dans l'espace Schengen, en prévoyant la possibilité de rétablir des contrôles frontaliers jusqu'à trois ans, au lieu de six mois, dans certains cas exceptionnels, pour faire face à des menaces comme le terrorisme. Dans le même temps, la Commission a l'intention d'introduire des garanties de sécurité plus strictes et notamment l'obligation de coopérer avec les pays voisins afin de réduire l'impact sur la libre circulation. La Suède a introduit des contrôles aux frontières intérieures avec le Danemark, l'Allemagne, l'Autriche et la Norvège à l'automne 2015 dans le cadre de la crise des réfugiés. Si cette proposition n'entre pas en application, les contrôles aux frontières de la Suède, après l'expiration des autorisations européennes le 1er novembre prochain, seront interdits. Cependant, le gouvernement suédois envisage toujours de poursuivre les contrôles aux frontières sur une base juridique différente : *« les risques de sécurité et les menaces terroristes »* explique le ministre des Affaires intérieures, Morgan Johansson (S). Malgré l'avis de la Commission européenne, le gouvernement a

embauché une centaine de nouveaux gardes-frontières au pont d'Øresund qui relie la Suède au Danemark. Au total, près de 250 personnes seront responsables des contrôles aux frontières dont 74 d'entre eux sont des policiers

Nouvelles tactiques pour expulser les migrants de l'UE
La police suédoise a mis en place de nouvelles tactiques pour empêcher les migrants européens de créer de vastes colonies illégales, en expulsant à un stade précoce ceux qui s'installent sur des terres privées. La police n'a pas de statistiques sur le nombre d'expulsions qu'elle effectue, mais Peter Enell, coordinateur des expulsions d'établissements illégaux à Norrmalm dit que pendant l'été, plusieurs expulsions ont eu lieu chaque semaine.

Divers

Durcissement des peines pour meurtre
La peine classique pour meurtre est en passe d'être durcie jusqu'à la perpétuité. "L'idée est que le crime le plus sévère, le meurtre, mérite la peine la plus sévère.", a déclaré le ministre de l'Intérieur Morgan Johansson. Une modification de loi a été faite en 2014 afin de rendre les peines plus sévères pour meurtre, sa formulation floue l'ayant cependant rendue peu offensive.

Emploi, Travail et Formation Professionnelle

Investissement pour l'intégration sur le marché du travail des femmes nées à l'étranger
Afin d'inciter les femmes nées à l'étranger à travailler, le gouvernement investira 15 millions de couronnes (env. 1,6 millions d'euros) par an entre 2018 et 2020 dans des mesures à l'égard des parents en congés parental. Les comtés attribueront les fonds à la demande des municipalités. La délégation pour les jeunes et les nouveaux arrivants sur le marché du travail (appelée DUA) recevra 40 millions de couronnes suédoises supplémentaires (env. 4,2 millions d'euros) pour améliorer l'action des municipalités à l'égard des nouveaux arrivants : les femmes nées à l'étranger seront un groupe cible. En effet, près d'un quart des femmes nées à l'étranger âgées de 20 à 64 ans sont actuellement en dehors de la population active. Si les femmes nées à l'étranger travaillaient dans la même proportion que les femmes nées en Suède, le PIB augmenterait de 1,5%, le chômage baisserait d'1% et les finances publiques seraient renforcées d'environ 37 milliards de couronnes suédoises (env. 3,9 milliards d'euros).

Une assurance-chômage plus sûre
Le gouvernement propose d'allouer 30 millions de couronnes suédoises (3,15 millions €) à la proposition de budget pour 2018, et 60 millions de couronnes suédoises pour 2019 (6,3 millions €), pour réduire de sept à six jours le nombre de jours de carence dans l'assurance chômage. Au cours de son mandat, le gouvernement a pris plusieurs mesures pour améliorer la protection des travailleurs : en 2015, le plafond de l'allocation chômage a été augmenté de 910 couronnes (95,55€) et en 2017, les employés à temps partiel ont eu la possibilité de souscrire à une assurance chômage. Le gouvernement a l'intention de soumettre des propositions à l'automne 2017 concernant l'évolution des règles pour la coordination des prestations de retraite et de chômage notamment afin de faciliter les procédures pour en bénéficier.

Le gouvernement propose une déduction fiscale concernant les cotisations syndicales
Le gouvernement désire protéger le modèle suédois en renforçant le rôle des partenaires sociaux. Pour encourager l'adhésion syndicale des salariés, le gouvernement propose de mettre en place une déduction fiscale de 25% sur les cotisations syndicales payées au cours de l'année, à condition que les frais s'élèvent à au moins 400 couronnes (42 euros) par an. Cette proposition devrait entrer en vigueur le 1er juillet 2018.

Réduction d'impôts pour les retraités
Dans le cadre de la loi budgétaire pour 2018, le gouvernement prévoit de réduire l'impôt des retraités et faire disparaitre l'écart fiscal avec les salariés en 2020. Ces réductions d'impôts concernent aujourd'hui 1,5 million de personnes âgées de plus de 65 ans, ce qui signifie que 3 personnes sur 4 bénéficieront d'une réduction d'impôts de 5 000 SEK (525 €) par an au 1er janvier 2018. Issue d'un accord entre les partis du gouvernement (sociaux-démocrates et verts) et le parti de gauche, la réduction des recettes fiscales suite à cette proposition est estimée à 4,42 milliards de couronnes (464,1 millions €) en 2018.

Une nouvelle agence publique sur l'environnement professionnel

L'Agence pour l'environnement professionnel, qui doit commencer ses opérations au 1er juin 2018, aura pour mission de compiler et diffuser des connaissances sur le milieu de travail et évaluer la conception, la mise en œuvre et l'impact des politiques publiques sur l'environnement de travail.

100 000 couronnes (10 000€) d'écart entre les plus haut et les plus bas salaires.
Sans surprise, ceux qui gagnent le plus travaillent dans le secteur bancaire, financier et des assurances, avec un salaire mensuel moyen de 120 400 couronnes (environ 12 700€). Au bas de l'échelle des salaires, les enquêteurs réalisant des études de marchés, par exemple, gagnent en moyenne 19 400 couronnes (env. 2050€) par mois. « Ces écarts salariaux ne sont pas raisonnables, d'autant plus qu'ils continuent à se creuser », explique Lasse Thörn, responsable de l'unité relative aux questions des contrats à la Confédération syndicale suédoise, LO.

Nordea déménage son siège de Stockholm à Helsinki
Nordea a décidé de transférer son siège à Helsinki, en partie parce que la Finlande fait partie de la zone euro mais aussi pour éviter le plan du gouvernement visant à introduire une taxe bancaire qui protégerait les contribuables en cas de crise financière. La banque s'attend à économiser environ 1 milliard d'euros. De nombreux experts ont estimé que ce déménagement envoyait un signal négatif aux investisseurs sur l'attrait de Stockholm comme ville bancaire et financière. Suite à cette annonce, un certain nombre de syndicats, ont quitté la banque Nordea.

Le chômage en baisse
Le chômage en Suède était de 6,0% en août, en baisse par rapport aux prévisions de 6,6% en juillet. Le nombre d'employés a augmenté de 148 000 personnes par rapport à l'année dernière, indique l'Institut de statistiques SCB. Désaisonnalisé et égalisé, le chômage s'est stabilisé à 6,7% en août.

Difficulté pour les entreprises suédoises à trouver du personnel qualifié
Sept sur dix petites et moyennes entreprises (PME) en Suède souhaitent embaucher mais ont des difficultés à trouver des travailleurs qualifiés. Un nouveau rapport de l'Agence suédoise pour la croissance économique et régionale (Tillväxtverket) indique que 28% des entreprises interrogées considèrent le manque de qualification comme le principal obstacle à l'embauche. Le secteur le plus touché par ces difficultés est l'hôtellerie-restauration, le moins concerné est le secteur des soins et de la protection sociale.

Santé et Protection sociale

Investissement dans la formation médicale
Dans le cadre du budget pour 2018, le gouvernement propose d'investir dans la formation médicale à hauteur de 9 millions de couronnes (env 945 000 €), ce qui correspond à environ 40 étudiants supplémentaires à temps complet. D'ici 2023, 96 millions de couronnes (10 millions d'euros) seront investis, créant 440 nouvelles places de formation au sein des 7 hôpitaux universitaires du pays. Un investissement public dans la formation des infirmières, des sages-femmes et des infirmières spécialisées avait été réalisé en 2015, prolongé en 2018 par la création de 700 nouvelles places de formation aux soins infirmiers, 600 places d'infirmiers spécialisés et 250 pour former des sages-femmes et maïeuticiens. Le gouvernement a également missionné un enquêteur pour évaluer les programmes de formation des professionnels de santé, notamment l'enseignement d'infirmier spécialisé, et s'assurer que la formation répond bien aux besoins spécifiques en soins de santé.
Un milliard de couronnes par an entre 2018-2022 sera également investi dans les soins de maternité. L'investissement vient compléter l'investissement existant de 400 millions de SEK (42 millions €) par an, prévu pour 2019. Le gouvernement a conclu un accord avec l'association des municipalités et des comtés de Suède qui offrent ces soins, en instant sur la nécessité d'allouer ces fonds à la formation et au recrutement du personnel.

Dépistage gratuit du cancer du col de l'utérus
Le dépistage du cancer du col de l'utérus, avec prélèvement cellulaire gynécologique, pour les femmes de la tranche d'âge concernée par ce dépistage, sera gratuit à partir de 2018. Les comtés recevront une compensation à hauteur de 141 millions SEK (14,805 millions €) par an. Cette mesure fait partie de l'accord budgétaire conclu par le gouvernement avec le parti de gauche *(Vänsterpartiet).*

30 millions de couronnes suédoises par an à l'Office suédois des pensions pour ses missions d'information
Le budget 2018 prévoit une dotation de 30 millions de couronnes suédoises (3,15 millions €) par an à l'Office suédois

des pensions pour sa mission d'information. L'une des tâches fondamentales de l'Office suédois des pensions est d'informer les retraités actuels et futurs des facteurs qui influent sur le montant de leur pension et de clarifier les conséquences de différents choix de retraite. Le système de pension suédois repose sur un principe simple, la pension étant liée au revenu accumulé pendant la vie active. Chaque couronne compte et, un partage inégal du congé parental (entre les parents) ou le travail à temps partiel ont des conséquences sur le niveau de la pension finale. L'objectif est de sensibiliser, entre autres, les futurs retraités et épargnants sur le principe du revenu viager et l'importance d'une vie professionnelle plus longue.

Caméras de surveillance pour réduire la violence dans les unités de soins de santé
Le ministre de la Justice et des Affaires intérieures Morgan Johansson (S) a annoncé que le gouvernement a l'intention de faciliter le processus de mise en place de caméras de surveillance dans les centres de santé pour prévenir les menaces et les violences à l'encontre des médecins.

Droits des femmes / Enfance / Famille

Droits des femmes

La ministre de l'égalité dénonce le comportement des grandes entreprises suédoises
La Ministre de l'égalité, Åsa Regnér (S) n'est pas satisfaite des résultats des entreprises privées en vue de promouvoir l'égalité homme/femme, notamment aux postes les plus prestigieux ou dans les conseils d'administration des sociétés cotées en bourse. Prenant l'exemple des universités où les femmes occupent désormais un tiers des postes de direction, Mme Regnér rappelle que la difficulté d'accès pour les femmes à ce genre de poste n'est pas due à un manque de qualifications mais à un regard particulier que porte le monde des affaires suédois sur les femmes.

L'augmentation de salaire des femmes a été plus importante que celle des hommes en 2016
Un rapport de la Confédération syndicale suédoise (LO) montre que, pour la première fois depuis 2008, les salaires ont augmenté davantage pour les femmes (1 510 couronnes en moyenne, soit 157 euros) que pour les hommes (1 205 couronnes soit 126 euros), en comparaison des salaires de l'année précédente. Cependant, le salaire médian brut pour les femmes en 2016 était de 29 900 SEK (3120€) par mois, contre 34 000 SEK (3550€) pour les hommes. Selon le rapport, ce sont les groupes d'emplois dominés par les femmes dans le secteur public qui ont le plus augmenté. Au cours des deux dernières années, le salaire d'un enseignant du primaire a augmenté de 9%, tandis que celui d'un infirmier a augmenté de 7% et d'un travailleur social de 8%.